

ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde

Misère extrême et intérêts capitalistes



La tragédie à Mayotte
accuse ce système

A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.



ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas nos profits	p.4-5
• Non à la répression syndicale !	
• 12 décembre : dialogue pour l'emploi, ou affrontement contre les licenciements ?	
• Les patrons licencient et le gouvernement précarise... préparons la riposte !	
• La rapacité du capital génère de plus en plus de pauvres	
Dans la santé	p.6
• Grève à l'Ehpad Paul Claudel à Mérignac	
• Les salarié-es du Groupe Bordeaux Nord à Périgueux se sont fait entendre	
Dans l'éducation	p.7
• 5 décembre, forte mobilisation dans l'éducation	
• Assemblée Fonction publique du 5 décembre	
Nos vies, pas leurs profits	p.8-9
• Catastrophe sociale pour une partie de l'économie sociale et solidaire	
• Turbulences à la Régie des eaux de Bordeaux Métropole	
• Contre les multinationales, solidarité avec les petits producteurs des campagnes	
Féminisme	p.10
• Encore des milliers dans les rues contre les violences sexistes et sexuelles	
Internationalisme	p.10-11
• Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !	
• Soirée de soutien à la lutte du peuple kanak	
Leur société	p.11
• Enfance maltraitée... par les institutions censées la protéger !	
Politique locale	p.12-13
• Conseils municipaux de Cenon et Lormont, solidarité avec la population sinistrée de Valence	
• Au Conseil municipal de Lormont, non aux attaques contre l'Éducation !	
• Armement de la police municipale à Bordeaux, une politique démagogique et réactionnaire	
• Quai Deschamps : cachez ces SDF que l'on ne saurait voir	
NPA-R	p.14-15
• Tribunes à propos du congrès du NPA-R	
A voir	p.16
• Il faut couper dès la racine, de Dragoss Ouédraogo	

Abonnez-vous

à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle, en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

Misère extrême et intérêts capitalistes, La tragédie à Mayotte accuse ce système

La catastrophe qui vient de frapper Mayotte a de terribles conséquences. La totalité des bidonvilles ont été détruits. Plusieurs centaines de morts, probablement des milliers, impossibles aujourd'hui à comptabiliser, de très nombreux blessés, la menace de troubles sanitaires et d'épidémies sur une île déjà totalement délaissée. Plus du tiers des 321 000 habitants ont perdu leur logement.

Le cyclone Chido a été particulièrement puissant, mais la catastrophe révèle à quel point la majorité des habitants de Mayotte sont les parias de l'Etat français et de son mépris colonial.

La République « *égale et fraternelle* » leur refuse depuis des décennies les investissements les plus élémentaires, laissant une grande partie de la population dans le dénuement, sans accès à l'eau potable ou à l'électricité. L'île est sous équipée, tant sur le plan des infrastructures, que de l'éducation et de la santé. Par contre, la répression policière ne cesse d'augmenter, dont la chasse permanente aux clandestins venus de l'archipel des Comores dont Mayotte fait partie. La plupart d'entre eux, qui ne se sont pas rendus dans les abris en dur de peur d'être arrêtés, l'auront payé de leur vie.

Un système destructeur et meurtrier

Le fraîchement promu 1^{er} ministre Bayrou a annoncé « *mobiliser l'ensemble des moyens* » de l'Etat et envoyé Retailleau flanqué de quelques dizaines de militaires pour assurer l'ordre.

Mayotte est en effet une zone stratégique pour l'Etat français et les intérêts des classes dominantes.

2000 militaires y stationnent ainsi qu'à la Réunion pour contrôler les voies commerciales, environ un quart des transports maritimes mondiaux passent à proximité, et une immense « zone économique exclusive », assurant à l'Etat français le contrôle des ressources naturelles maritimes sur 3 millions de km². La population, elle, est vouée à la misère, dépourvue du minimum d'investissements qui auraient pu sauver des vies.

La tragédie met un peu plus en évidence l'égoïsme des riches et leur parasitisme, les conséquences du capitalisme sur l'environnement et les dérèglements climatiques, les catastrophes sociales qu'elles engendrent.

Manœuvres politiciennes pour les intérêts capitalistes

La comédie politicienne que nous jouent depuis des semaines les Macron, Barnier, Retailleau, Bayrou et cie n'en est que plus cynique. Tous ces complices-concurrents plongent les plus pauvres dans la catastrophe sociale pour servir les riches.

Bayrou cherche aujourd'hui à composer un prétendu « *gouvernement d'intérêt général* ». Le PS et les écologistes se prêtent à ce jeu, rencontrant tantôt Macron, tantôt Bayrou. LFI cherche à se démarquer mais n'a d'autre perspectives que de nouvelles élections, dans le cadre de cette société. Quant à Le Pen, elle se félicite de la censure et espère « *faire son miel* » de leur discrédit à tous amplifié par ces tractations, persuadée que la crise la rapproche du pouvoir... Elle postule à prendre en main les affaires de la bourgeoisie pour mettre au pas les travailleurs.

Derrière les manœuvres et calculs, ce sont des politiques d'austérité brutales contre les classes populaires qu'ils s'appêtent tous à poursuivre, au nom des difficultés économiques, des déficits, de la dette.

Face à eux, nos solidarités de travailleur-es, prendre nos affaires en main

Face à la vague de licenciements, aux attaques sur les services publics, aux salaires bloqués, les directions syndicales sont impuissantes, incapables de rompre avec le « *dialogue social* » qui les lie au patronat et aux gouvernements.

Contre ces attaques, il n'y a pas d'autre solution que de préparer l'affrontement contre l'Etat et les patrons. La colère est bien là. Des grèves éclatent contre les licenciements, pour les salaires, contre la vie chère ou l'oppression comme en Martinique ou en Kanaky.

C'est d'en bas que viendront les réponses à leur système en faillite, en faisant nous-mêmes, entre travailleur-es, de la politique pour nos intérêts collectifs, pour prendre nous-mêmes en main la marche de la société.

La Justice au service des intérêts patronaux Non à la répression syndicale !

L'inspecteur du travail vient d'autoriser le licenciement de Kamala, déléguée syndicale CGT à l'Ehpad Notre Dame de Bonne Espérance pour « trouble objectif » (voir Anticapitalistes n°127 sur notre site). Ce motif scandaleux désigne, tout simplement, comme ses camarades, le fait d'avoir défendu ses collègues de travail, de dénoncer une direction aux pratiques autoritaires sur le personnel. Bien sûr les militants ne comptent pas en rester là.

L'entretien pénible avec l'inspecteur du travail le 7 octobre dernier durant lequel elle a pourtant démontré que les accusations portées étaient fausses n'a pas suffi. Un beau cadeau pour la direction qui entretient des conditions de travail insupportables dans cette Ehpad.

Le même jour, c'est la cour d'appel de Bordeaux qui rendait un verdict tout aussi scandaleux contre Alexandre et Christophe, deux militants et responsables de la CGT Energie, condamnés à 9 mois de prison avec sursis suite à des coupures de courant du-



rant le mouvement contre la réforme des retraites. Nous avons été près de 400 pendant l'audience en appel le 14 novembre pour les soutenir. Auparavant, il y avait eu des rassemblements de soutien pendant la procédure disciplinaire menée par Ene-dis, qui avait décidé d'une semaine de mise à pied sans salaire pour chacun.

Concernant la procédure en justice, en janvier, le tribunal correctionnel les avait relaxés. Mais le parquet faisait appel, pas question de laisser passer. Suite au verdict, leur avocat, à juste titre, a dénoncé « une pure justice de classe ». Une justice au service des patrons, qui ne veut pas laisser croire qu'on peut contester impunément leur système.

Trois jugements iniques, parmi bien d'autres, qui témoignent du durcissement de l'Etat pour faire taire celles et ceux qui contestent le durcissement de l'exploitation. Cela ne fera qu'aviver davantage la révolte.

Correspondants

Mobilisation du 12 décembre : dialogue pour l'emploi, ou affrontement contre les licenciements ?

Le 12 décembre, la direction nationale de la CGT appelait à une journée de mobilisation « pour l'emploi ». A Bordeaux, nous étions de 200 à 300 personnes, essentiellement des militants, au rassemblement-manifestation auquel appelaient aussi FO, la FSU et des syndicats de Solidaires.

La direction de la CGT dénonce bien sûr la vague de licenciements en cours, près de 300 plans recensés, visant 300 000 emplois. Mais son appel se contentait de revendiquer un « moratoire sur les licenciements » bien loin de ce qui est nécessaire, l'interdiction des licenciements. Pire, il demandait « la conditionnalité des aides publiques » pour l'industrie, quand nombre de militants exigent l'arrêt des subventions au patronat, qui reçoit plus de 200 milliards d'argent public chaque

année. Et personne ici n'a oublié ni Ford, ni Solelectron, ni tous ces patrons qui ont empêché des millions d'« aides publiques » avant de fermer les usines après plusieurs « plans de sauvegarde de l'emploi » et des centaines de licenciements.

Quant aux revendications d'un « plan national de relocalisation » ou des « assises de l'industrie », elles s'inscrivent dans ces illusions de « dialogue social »... que les directions syndicales sont bien les seules à vouloir.

Pendant le rassemblement, de nombreux camarades exprimaient leur ras-le-bol de ces journées isolées et de l'absence de lien entre lutte contre les licenciements dans le privé, fonction publique qui subit aussi des coupes drastiques ou l'économie sociale et solidaire où des dizaines de milliers d'emplois sont menacés.

Discussions aussi sur les dernières déclarations de Sophie Binet, se déclarant « disponible » pour la « conférence de financement » sur les retraites proposées par le PS, bien sûr en réaffirmant que « l'objectif de toutes les organisations syndicales, c'est l'abrogation de cette réforme. »

Conférence, assises, plan, dialogue... il y en a assez de ce bla-bla qui paralyse. Ce dont nous avons besoin, c'est d'affirmer clairement que face aux patrons et à l'Etat, ce sera eux ou nous, un affrontement pour imposer l'interdiction des licenciements, des embauches, des augmentations pour rattraper et suivre l'inflation, l'annulation de la dette... Rien de tout cela ne s'obtiendra dans les salons...

Correspondant-es

Les patrons licencient et le gouvernement précarise... Préparons la riposte !

Le 7 décembre, le Collectif des Fauchés Solidaires appelait à un rassemblement unitaire « *contre la précarité et les attaques visant les chômeurs* » qui a regroupé des militant·es des organisations de chômeurs (AC !, APEIS, CGT chômeurs), des associations et collectifs de lutte comme celui des éduc de rue venus avec leur banderole de lutte, des équipes syndicales FSU, Sud et CGT, organisations politiques (NPA-R, NPA-A, LO, LFI,...) qui y appelaient.

Nous nous sommes retrouvé·es place de la Victoire, pour dénoncer les attaques contre les droits des plus précaires et des chômeurs alors que les licenciements explosent pour satisfaire les actionnaires... A commencer par la famille Mulliez, qui annonce 2400 licenciements à Auchan tout en récupérant 1 milliard de dividendes sur sa filiale Decathlon !



En même temps, la CFDT, la CFTC et FO viennent de signer une convention de l'assurance chômage qui prévoit encore de nouveaux reculs pour les chômeurs : mensualisation sur 30 jours (avec la perte d'une journée d'allocation sur les mois de 31 jours) ; report de 53 à 55 ans et de 55 à 57 ans des bornes d'âge ouvrant droit à une indemnisation plus longue, diminution de la cotisation patronale qui passe de 4,05 % à 4% du salaire brut... Une convention que le gouvernement démissionnaire s'est empressé d'agréer !

Dès le 1er janvier 2025, la loi dite « plein-emploi » doit généraliser le RSA conditionné pour imposer « 15h d'activité » aux allocataires du RSA sans être payé. C'est un recul sans précédent et à marche forcée, contre lequel les salariés de France Travail étaient en grève le 5 décembre.

Ces mesures ne visent qu'à récupérer toujours plus de fric sur le dos des plus précaires et des plus pauvres, tout comme les attaques contre la santé, l'école, les budgets sociaux ! Tout ça pour continuer de subventionner le capital, qui capte près de 200 milliards par an d'argent public, tout en multipliant les plans de licenciements.

C'est bien une riposte globale que nous devons préparer, associant travailleur·es avec ou sans emploi !

Laurent Delage

La rapacité du capital génère de plus en plus de pauvres

Le quatrième rapport de l'Observatoire des inégalités a été publié le 3 décembre 2024. Le premier datait de 2017. Il fait le constat qu'en France, « *où les revenus des plus aisés progressent, la pauvreté persiste et s'étend* ». En vingt ans, le nombre de pauvres a augmenté de 1,4 million de personnes. Selon l'Insee, en 2022, 5,1 millions de personnes, enfants compris, c'est-à-dire plus de 8 % de la population, vivaient en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 1 014 euros par mois. Le rapport indique que les plus touchés par la pauvreté sont les jeunes de 18 à 29 ans (10 %), les enfants victimes de la pauvreté de leurs parents (11,4 %), les personnes seules (12,8 %), handicapées (20 %) et immigrées (18,8 %). Plus de 19 % des familles monoparentales dont

la grande majorité sont des femmes, sont pauvres.

Comme derrière tous les chiffres, il y a la réalité d'un quotidien de privations, sur les repas, le chauffage..., « *une vie de manque* ».

Au même moment le Secours catholique sortait son propre rapport annuel sur « *L'état de la pauvreté en France* », pointant une aggravation générale de la précarité, le recul de l'accès au droit et aux prestations sociales pour les plus vulnérables. Sur les 57 240 ménages rencontrés, 25,4 % vivaient sans ressources financières en 2023, contre 15,5 % en 2013.

La désertion des services publics, l'isolement en particulier dans le rural font que

beaucoup de celles et ceux qui ont droit à des prestations sociales ne sont pas en mesure de les demander, en particulier les personnes âgées qui « *ont droit à l'Aspa, (Allocation de solidarité aux personnes âgées), ne savent ou ne peuvent pas faire les démarches* ». Chaque année, des milliards d'euros ne sont pas versés par l'État à des milliers d'ayant-droit.

La pauvreté, qui concerne aussi de plus en plus de travailleurs qui ont un emploi n'est pas une fatalité. Elle est le produit de l'offensive des classes dominantes contre le monde du travail et les classes populaires dans la course aux profits, de l'égoïsme de la minorité des possédants. Une société condamnée.

Christine Héraud

Grève fonction publique du 5 décembre Forte mobilisation dans l'éducation

Jusqu'au dernier moment le gouvernement Barnier déchu aura tenté d'imposer à toute la fonction publique, en cas d'arrêt maladie, les 3 jours de carence, et 90 % du salaire au-delà. Le 11 décembre, l'examen du projet de décret baissant la rémunération des contractuels durant leurs arrêts maladie était à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique, il a été retiré sous la pression des syndicats.

Cette mesure rétrograde, défendue par le ministre Kasbarian usant des préjugés les plus crasseux contre les fonctionnaires, a mis le feu aux poudres en particulier chez les travailleur.es de l'éducation, qui étaient massivement en grève et dans la rue ce 5 décembre (55% de grévistes dans les collèges et lycées et 65% dans le 1er degré).

Il faut dire que quelques jours plus tôt, les enseignant.es des écoles avaient déjà reçu comme un crachat la dernière saillie du repris de justice Sarkozy qui ironisait sur leur temps de travail supposé et leurs vacances.

Les collègues mobilisé.es n'avaient aucune illusion sur un nouveau gouvernement à quelque sauce qu'il soit, et étaient déterminé.e.s à faire entendre leur colère.

Sans illusion non plus sur l'efficacité de cet appel à un seul jour de grève.

Cette nouvelle attaque contre nos droits illustrant une fois encore une politique au service des plus riches, puisqu'il s'agit de nous faire les poches pour continuer à financer les 175 milliards d'aides aux entreprises (sans contrepartie évidemment), qui « en même temps » mettent en œuvre 180 plans de licenciement.

Au-delà de la question des 3 jours de carence, il s'agissait aussi pour nos collègues de dénoncer la dégradation des conditions de travail - d'ailleurs les chefs nous expliquent que nous devons tra-

vailler en « mode dégradé » - les salaires grignotés par l'inflation, les suppressions de postes (- 4000 à la prochaine rentrée) la précarisation galopante (depuis 2015, dans le premier degré, le nombre de contractuel.le.s a ainsi augmenté de 80 %) et le prof bashing devenu une discipline gouvernementale à part entière.

Dans l'éducation comme ailleurs, le terreau fertile de la colère est bien là, il n'y aura pas de répit dans les politiques d'austérité, à nous de nous préparer à les affronter.

Christophe Otharan



Un piquet de lycéens, le 5 décembre à Langon

Assemblée Fonction publique du 5 décembre

Cette AG intersyndicale a pu se tenir grâce à l'initiative de militant.es qui souhaitaient que la manifestation du 5 qui s'annonçait assez massive, soit précédée d'un temps de discussion en interpro pour préparer une suite, et en ont convaincu leurs syndicats.

Nous nous sommes donc retrouvé.es le matin un peu moins d'une centaine dans un amphi de la fac de la Victoire, surtout enseignant.es du primaire, du secondaire et du supérieur FSU, CGT, SUD, Lutte de Classe, avec des postiers (SUD) et travailleurs de la Métropole (SUD) ou de l'Inspection du Travail (CGT et CNT).

Alors qu'à la tribune, la co-secrétaire de la FSU insistait sur le danger de l'extrême droite qui soutient toutes les mesures anti-sociales, et reprenait de LFI la nécessité « de co-construire un budget » à l'avenir, dans la salle, c'était un autre ton.

Beaucoup ont dénoncé les journées de grève saute-mouton, sans illusion sur la reconductible défendue par FO du 10 au 12 qui s'est d'ailleurs par la suite rétractée. Ce syndicat s'appuyait sur

le fait que tous les secteurs public et privé sont attaqués mais sans tenir compte de l'ambiance dans les établissements, sans perspective d'une riposte globale contre les attaques globales.

Je suis intervenue en faisant le lien entre toutes ces attaques, le capitalisme en déroute et ses serviteurs affaiblis qui pour payer la dette pillent les services publics. Dans le même temps, des multinationales licencient en masse, dont certaines aidées par le gouvernement qui nous dit de nous serrer la ceinture.

On ressent de la colère mais aussi, bien des collègues l'ont dit, il y a une politisation qui se fait face à l'ampleur des attaques, qu'il nous faut alimenter pour rendre consciente l'impasse de ce système, la nécessité de nous appuyer sur notre organisation collective pour mettre un arrêt aux coups et le renverser.

Il en est issu un appel à donner mandat aux syndicats d'organiser une suite pour ne pas en rester à une journée sans lendemain dans le grave contexte actuel.

Mónica Casanova

Catastrophe sociale pour une partie de l'économie sociale et solidaire

Les coupes du budget 2025 de l'Etat, 40 milliards d'économies sur la dépense publique dont 6 milliards pris sur les budgets des collectivités territoriales, vont avoir des conséquences en cascade dramatiques pour l'économie sociale et solidaire (ESS). Une grande partie de celle-ci dépend des subventions publiques à près de 50 %, et représente 2,4 millions de salariés, 62 900 en Gironde. L'union des employeurs de l'ESS estime à 186 000 les licenciements qui pourraient en découler, 10 à 15 % des emplois.

Les milliers de structures de l'économie sociale et solidaire sont devenues indispensables aux populations les plus pauvres. Elles se sont développées au fur et à mesure de la désertion des services publics, l'Etat faisant le choix de se décharger de ses missions sur les associations comme dans le secteur social par exemple où les assos sont mises en concurrence et où les conditions de travail et de salaires deviennent intenable

pour obtenir les marchés publics. Si des mutuelles et des coopératives bancaires ou autres florissantes font partie de l'ESS, ce sont surtout les structures qui ne vivent que des subventions publiques qui vont subir les conséquences des restrictions budgétaires. Celles du secteur social, de l'aide à l'enfance, aux personnes handicapées. Celles qui assurent la solidarité dans le médico-social, l'alimentation avec les banques alimentaires, les épiceries sociales, les dispositifs d'insertion et la multitude d'associations dans tous les domaines de l'environnement, la culture, le sport ou les loisirs. Les 240 tiers-lieux de Nouvelle-Aquitaine, financés en grande partie par la Région, espaces d'accueil où l'on peut boire un café, utiliser un ordinateur, venir discuter, sont parfois les seuls lieux de rencontre et de convivialité en zones rurales.

L'immense majorité de ces structures estiment qu'elles auront du mal à surmonter la baisse des financements et de

nombreuses ne pourront pas survivre. Face à la régression sociale généralisée, l'ESS nous est vendue comme « *l'économie de demain* ». « *Durable, résiliente, participative, solidaire et porteuse de sens, l'ESS est pour nous une piste incontournable dans la transition écologique et sociale* » a déclaré Hurmic qui se félicite que Bordeaux, la Région, le Département et la Métropole accueillent le Forum mondial de l'ESS en octobre 2025 et ses 4000 participants attendus, venant des quatre coins de la planète. Une belle vitrine pour Hurmic, de beaux discours en perspective sur les valeurs prétendument sociales d'une économie qui n'échappe pas aux règles du capital !

C'est toute l'économie qu'il faut rendre sociale et solidaire. Mais cela suppose que les luttes des travailleur·ses et de la population la soustraient à la logique du profit et au diktat de la dette.

C.H.

Turbulences à la Régie des eaux de Bordeaux Métropole

Vendredi 6 décembre, la CGT et FO appelaient à la grève le personnel de la Régie des eaux de Bordeaux Métropole, dénonçant, entre autres, la dégradation des conditions de travail, générant un « *mal-être au travail* » qui s'est traduit, en un an, par une quinzaine de démissions et autant de burn-out.

Le passage en régie du service des eaux en remplacement de Suez qui en avait la délégation depuis 1991 avait été décidé en 2020. Il est devenu effectif au premier janvier 2023, avec un personnel constitué de 284 salariés venant de Suez et une cinquantaine des services de la métropole. Outre les difficultés techniques, la nécessité de passer plusieurs centaines de marché avec divers prestataires de service, etc., il avait fallu, selon les syndicats, 18 mois de négociations et deux préavis de grève pour que les anciens de Suez obtiennent la garantie que leur nouveau statut au sein de la régie soit équivalent à celui qu'ils quittaient. La présidente de la régie, vice-présidente de la Métropole et adjointe écologiste au maire de Mérignac, Sylvie Cassou-Schotte, notait alors à quel point il

était difficile d'ajuster « *deux cultures d'entreprise différentes* », privé et public...

De l'avis des salariés, « *la difficulté* » n'est semble-t-il toujours pas levée, d'autant que la direction a dénoncé un des accords passés, transformant des « *primes variables* » en « *13^{ème} mois conditionné* » (calculé sur le temps de présence), jurant ses grands dieux que cela ne changerait rien au bout du compte pour le porte-monnaie des salariés. Ces derniers y voient eux la menace d'une embrouille, au moment où vont s'engager de nouvelles négociations relatives à l'intégration dans la régie de l'eau, prévue en 2026, de 231 salariés de la Sabom, filiale de Véolia, délégataire actuel du service de l'assainissement des eaux.

« *On s'est engagé à mettre tout en œuvre pour que les négociations et l'avancement de l'intégration des salariés de Veolia se fasse dans les meilleures conditions et dans le respect de tous* » promet la présidente. Mais, c'est bien connu, les promesses n'engagent que ceux qui les croient...

Daniel Minvielle

Contre les multinationales, solidarité avec les petits producteurs des campagnes

Pendant ce mois de décembre, la colère paysanne a continué de se manifester dans plusieurs directions... sous la conduite d'appareils syndicaux en concurrence pour les élections des chambres d'agriculture qui auront lieu en janvier.

Les médias ont largement relayé l'action de la Coordination rurale dans deux supermarchés du Lot-et-Garonne et de Dordogne, le 11 décembre, pour enlever des rayons tous les produits d'importation, au nom de la défense d'une prétendue « agriculture française » et contre le traité de libre-échange avec le Mercosur. Un protectionnisme et un nationalisme qui sont un piège pour les paysans, alors que, Mercosur ou pas, l'agriculture, comme le reste de l'économie, est totalement intégrée à la mondialisation : intrants, machines, énergie, fixation des prix, industrie agro-alimentaire, distribution, banques... tout se joue déjà à l'échelle de la planète.

Les actions de la FNSEA ont été aussi médiatisées, contre les permanence de députés... ayant voté la censure du gouvernement Barnier ! Une trentaine ont été taguées, murées ou aspergées de fumier, presque toutes du NFP (1 ou 2 du RN), dont Mathilde Feld NFP-LFI de la 12^{ème} circonscription de Gironde. La FNSEA leur reproche d'avoir provoqué, avec la censure, la suspension des mesures annoncées pour 2025, comme des allègements de fiscalité et des prêts garantis. Un autre syndicat, le MODEF, a pris position contre ces actions, expliquant que ces mesures n'allaient de toutes façons profiter

qu'aux « plus grosses fermes et aux plus hauts revenus agricoles », défendus par « l'ultra-libéralisme » de la FNSEA.

A l'inverse, grand silence sur l'action menée par 200 militant-es de la Confédération paysanne le 5 décembre à Paris, contre la Bourse de commerce européenne qui réunissait les multinationales des céréales, Louis-Dreyfus, ADM, Bunge, Cargill et Glencore, les « cinq sœurs » qui totalisent plus de 560 milliard de dollars de chiffre d'affaire. Des banderoles proclamaient « Sauvez les paysan.n.es, mangez un trader », « Traders tremblez, les paysans reprennent leur blé », « Bouffe à pas cher, c'est la paysanne qu'on enterre ».

Et leur communiqué indiquait : « Les acteurs présents à cette Bourse de Commerce que nous avons pointé du doigt sont des marchands de pesticides, des négociants, des courtiers et traders du marché mondial, des banques d'investissement et certains dirigeants syndicaux, comme le président de la FNSEA, et de grandes coopératives. Leurs pratiques commerciales se font au détriment du revenu paysan, de

l'accès au foncier, du renouvellement des générations, de la lutte contre le dérèglement climatique et d'une alimentation de qualité. Privatiser la Nef du Grand Palais et organiser un dîner fastueux à plus de 300 000 euros : nous dénonçons cette indécence vis-à-vis des paysan-nes et de la crise qui les touche. »

Même si la Confédération paysanne et le Modéf peuvent elles aussi défendre un certain protectionnisme, ne voyant peut-être pas que c'est une autre forme de domination capitaliste tout aussi féroce contre les travailleurs de la ville comme des campagnes, elles dénoncent à juste titre la logique du marché et la domination des multinationales sur la production et la commercialisation des produits agricoles, au détriment des paysans et des consommateurs.

Un mouvement ouvrier offensif pourrait appeler les petits agriculteurs et les ouvriers agricoles mener ensemble la contestation pour imposer un changement de société qui permette à toutes et tous de vivre de leur travail.

François Minvielle



Encore des milliers dans les rues contre les violences sexistes et sexuelles

Ce samedi 23 novembre nous marchions de nouveau contre les violences sexistes et sexuelles et nous étions plusieurs milliers.

Avant de s'élancer pour manifester, les prises de parole se sont enchaînées sur divers aspects : des moyens conséquents pour véritablement lutter contre ces violences, le lien avec la lutte antiraciste ou la dénonciation du génocide en Palestine avec la complicité de la France...

Le cortège mené par l'AG féministe était encore très jeune, forcément très féminin mais pas que. Et comme à chaque fois dans les premiers rangs derrière les banderoles beaucoup de nouvelles têtes.



C'était également le cas pour les militantes de l'AG. Encore une fois les équipes d'animation et de service d'ordre de l'AG se composaient de nouvelles filles.

Fait notable dans cette manifestation : malgré notre habitude de cortèges fournis et denses, la police a tenté de nous imposer de ne manifester que sur une seule partie de la route. Pendant toute la manifestation un rapport de force s'est instauré entre les policiers et les filles du service d'ordre pour tenter d'imposer de manifester sur toute la route. A plusieurs moments des policiers agressifs ont réalisé des rodéos, debout sur leur moto, s'amusant à frôler les manifestantes.

Visiblement les policiers ne nous prennent pas encore très au sérieux, pensent qu'ils nous intimident. Ils pourront continuer tant qu'ils veulent, aujourd'hui les filles qui viennent gonfler nos cortèges savent qu'elles ne peuvent pas compter sur eux pour être protégées, qu'elles ne peuvent pas compter non plus sur les juges, ni les maris ni sur n'importe qui. Notre force et notre résistance ne reposent que sur nous-mêmes et sur notre solidarité alimentée par une immense colère.

Chloé

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

Comme le disait Raymond Blet, avocat à la retraite et soutien de Georges lors du rassemblement pour exiger sa libération effective le 6 décembre sur le Parvis des droits de l'homme, Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis l'âge de 33 ans, il y a 40 ans, et légalement « libérable » depuis 25, n'a jamais été aussi près de la liberté. Le Tribunal d'application des peines a en effet accepté sa dernière demande de libération le 6 novembre dernier. Seule condition, que Georges quitte le territoire français dès sa libération, ce qui est son souhait, le Liban ayant fait savoir par son ambassade à Paris qu'il était prêt à l'accueillir. Mais l'appel sans surprise du Parquet national antiterroriste a suspendu la décision, une incertitude qui peut durer jusqu'à trois mois. Les comités de soutien appelaient donc à se rassembler dans tout le pays pour exiger sa libération immédiate. Nous étions

aux alentours de 200 à Bordeaux pour affirmer notre solidarité avec Georges et avec les peuples du Moyen-Orient, en particulier palestinien et libanais sous les bombes israéliennes avec le soutien de la France et des puissances occidentales. Un soutien de notre propre gouvernement, qui a fait de Georges le plus vieux prisonnier politique, qu'a dénoncé en particulier Monica pour le NPA-R.

L'ensemble des collectifs, organisations et militant-es palestiniens étaient présents côte à côte, chose rare à Bordeaux, et l'extrême gauche particulièrement bien représentée, les drapeaux rouges marquant le rassemblement.

I.U.

Un nouveau rassemblement pour exiger la libération de Georges est prévu samedi 21 décembre à partir de 14h30 place de la Victoire, appel auquel se joint le NPA-R 33.

Soirée de soutien à la lutte du peuple kanak

Le Collectif Girondin de Soutien au Peuple Kanak (CGSPK, Voir Anticapitalistes n°127) a organisé le 8 novembre une soirée autour des ouvrages *40 ans d'émancipation pour mieux recoloniser* de Luc Tournabien (autoédité, 16 €), et *La Révolte K* d'Olivier Sentilhes (autoédité, 10 €) en présence de leurs auteurs à la librairie *Les 400 coups* à Bordeaux (36 rue du Maréchal Joffre, où on peut se procurer ces livres).

Cela a été une soirée riche et conviviale. Après une introduction des auteurs rappelant le contexte actuel : grosse conflictualité, départ massif de caldoches effrayés par la situation, économie en ruines, répression dont l'emprisonnement en Métropole après sa déportation de Christian Tein, responsable du CCADT (Cellule de coordination des actions de terrain, regroupement d'organisations en lutte contre le dégel électoral par-dessus la tête du FLNKS qui dirige le gouvernement local). Des jeunes et femmes kanak actuellement présents à Bordeaux ont pu revenir sur leur intervention sur les barrages.

Ils ont affirmé leur volonté, en s'installant sur les ronds-points ou points stratégiques et en les faisant vivre, de se réapproprier leur vie, leurs terres et productions. Car eux savent mieux que la

Métropole comment faire en sorte de vivre sur leurs terres et de leur production sans dépendre d'aides métropolitaines engendrant du clientélisme et de la gabegie, avec des décisions qui se prennent à 17 000 km de là. Les jeunes venus faire leurs études en France ne supportent plus d'être discriminés à leur retour en Kanaky, sans perspectives. Ils ont clairement affirmé, avec un camarade guyanais, que leurs ennemis n'étaient ni les travailleurs ni le peuple français.

Il y a eu aussi une discussion sur la question de l'indépendance autour du problème des « tutelles ». Celle de la France, ou alors de la Chine ou de l'Azerbaïdjan ? demandait une jeune. Mais le problème est-il de changer de tutelle pour gagner l'indépendance, ou de se débarrasser du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme qui sont à l'origine de la spoliation du peuple kanak, de ses terres, de ses droits, de la pollution par le nickel, etc ?

Le Collectif prévoit une prochaine initiative à étudier lors de sa réunion du 19 décembre.

M.C

Leur société

Enfance maltraitée...

par les institutions censées la protéger !

Dans un communiqué du 20 novembre, le Barreau de Bordeaux (groupements des avocats intervenant sur le tribunal judiciaire) dénonçait une situation de plus en plus intolérable concernant la protection de l'enfance. Les tribunaux pour l'enfance manquent de moyens financiers et humains pour assurer leur mission judiciaire alors que l'on assiste à « une augmentation des saisines des Juges des enfants », imposant un « fonctionnement à flux tendu ». A Bordeaux, 10 juges se partagent le travail, avec plus de 500 dossiers chacun, soit, sachant que chacun d'entre eux peut concerner une fratrie, 700 à 800 mineurs. Reflet brutal de la dégradation des conditions de vie, des situations de désarroi dans lesquelles se trouvent plongées de plus en plus de familles, les cas de signalement auprès du parquet mineurs de Bordeaux augmentent, jusqu'à une moyenne de 30 par jour.

Tous les cas plus ou moins graves méritent une enquête. Si l'enfant est en danger, les juges peuvent le retirer de sa famille et le placer dans une famille d'accueil ou une institution ou le laisser dans sa famille, sous couvert d'une

AEMO (assistance éducative en milieu ouvert). En Gironde, 5000 enfants sont placés, 6850 mineurs et leurs familles sous AEMO.

« Du fait de l'engorgement et du manque de budget des services chargés de les mettre en œuvre », il s'écoule jusqu'à un an et demi en moyenne pour que les décisions des juges soient exécutées. Dans

le département, 350 mesures ne sont ainsi pas exécutées, laissant les enfants exposés à la situation toxique qui a valu l'arrêté de justice. Ce problème, en réalité national, est, pour une part, lié aux difficultés de recrutement dans le secteur médico-social où il y a 30 000 postes vacants tant les conditions de travail y sont dégradées. D'autre part, les services de l'enfance, comme l'ASE (aide sociale à l'enfance) et divers autres services de prévention, voient leurs financements diminuer, résultat des arbitrages des Conseils départementaux qui les ont à charge. Lesquels, confrontés aux coupes budgétaires imposées par l'Etat, diminuent entre autres les subventions aux associa-



tions qui se consacrent à la protection de l'enfance et à la prévention, les contraignant à supprimer des emplois. En Gironde, une partie de ces coupes porte sur le financement de la structure dite des « administrateurs ad hoc », chargés d'assister les enfants « non pourvus de discernement » dans leurs démarches juridiques. C'est pourtant un service essentiel pour que les enfants puissent faire entendre leurs droits, alors qu'en France, 160 000 d'entre eux subissent des violences sexuelles chaque année, et que 70 % des plaintes sont classées sans suite. Des faits qui sont par eux-mêmes une condamnation de cette société.

D.M.

Conseils municipaux de Cenon et Lormont Solidarité avec la population sinistrée de Valence

Les conseils municipaux de Cenon et Lormont ont manifesté leur solidarité avec la population de Valence, après la terrible catastrophe du 29 octobre où des pluies torrentielles ont fait plus de 220 morts et des dégâts considérables. Le conseil de Cenon a voté une aide de 4000 euros à la Croix rouge espagnole. Celui de Lormont s'est contenté d'une minute de silence. La plupart des élu-es ont dénoncé comme une fatalité le dérèglement climatique qui aura des conséquences de plus en plus dramatiques selon les scientifiques, en particulier dans cette région avec sa côte ultra-bétonnée. Des élu-es Verts ont avancé la nécessité de plans de prévention et de protection des populations mais qui les mettra en œuvre ?

Nous avons dénoncé l'incurie des pouvoirs publics qui a considérablement aggravé la situation. Malgré l'alerte lancée dès le matin par la météo espagnole, le président de droite de la province Carlos Mazon a attendu 20 h pour lancer l'alerte, faisant courir un danger de morts à des milliers d'habitant-es et de travailleur-ses. La population en colère a exigé sa démission en le qualifiant d'assassin, et a accueilli par des jets de boue le chef du gouvernement socialiste Pedro Sánchez et le roi Felipe VI, qui portent une énorme responsabilité dans le drame en ayant laissé les Amazon, Mercadona, Uber ou Ford forcer leurs salariés à se rendre au travail en pleine tempête et en tardant à mobiliser les secours.



C. Héraud et M. Casanova, élues municipales NPA-R

Colère de la population à Valence contre les politiciens

Au Conseil municipal de Lormont, non aux attaques contre l'Éducation !

Lors du dernier conseil municipal, l'élue municipale RN a voté contre une délibération renouvelant la Cité Educative, dispositif d'accompagnement par l'Etat des établissements scolaires de quartiers prioritaires. Etalant son racisme crasse, elle disait refuser que « les Provoiseurs et professeurs gèrent le service après-vente de l'immigration anarchique » ! Comme si les enseignants n'étaient pas victimes, comme les enfants et leurs familles des attaques de tous les gouvernements !

Ce vote avait lieu dans un contexte où le gouvernement Barnier prévoyait de supprimer 4000 postes d'enseignants comme s'il y en avait assez, comme si les enseignants n'avaient pas assez d'élèves dans leurs classes, comme s'ils avaient assez de locaux adaptés pour pouvoir dispenser leur enseignement dans de bonnes conditions, comme s'il n'y avait pas de difficultés sociales de plus en plus grandes, en particulier dans les quartiers comme les nôtres. Juste scandaleux.

Ce gouvernement, démissionnaire ou pas, continue le « choc des savoirs » dont tout le monde sait que c'est du tri social pour les gamins qui seront écartés de l'école dès le plus jeune âge. D'ailleurs, la ministre Génetet a encore dit que les élèves qui en 2027 n'auraient pas le brevet finiraient en CAP ou dans la vie active.

Une politique qui n'est pas nouvelle, mais il y a une accélération, une aggravation qui d'ailleurs n'est pas propre à la France, c'est partout dans le monde.

C'est dans ce contexte-là que nous sommes. Et l'ensemble du monde enseignant est en colère par rapport à ce qui est en train de se passer, aux coupes claires qu'est en train de faire l'Etat dans les services publics, dont celui de l'Education.

M. Casanova, conseillère municipale à Lormont

Armement de la police municipale à Bordeaux

Une politique démagogique et réactionnaire

Le maire Verts de Bordeaux, Pierre Hurmic, a présenté le 12 novembre un nouveau dispositif d'armement de policiers municipaux. Comme les institutions l'y autorisent, il a pris la décision seul, sans consulter le conseil municipal.

Même s'il ne concernera qu'une brigade spécialisée dans l'intervention urbaine d'une cinquantaine de membres appelée « *brigade d'appui et de sécurisation* », sa mise en place participe d'un renforcement des politiques d'armement des policiers municipaux en armes létales autres que des LBD (dont le caractère non léthal est d'ailleurs régulièrement contesté à juste titre).

Hurmic, un peu gêné aux entournures pour son zèle (contesté par un communiqué des jeunes écologistes préférant une police de proximité), a justifié ce choix par la volonté des policiers municipaux eux-mêmes dont les syndicats CGT et FO ont été jusqu'à l'exiger par une alerte sociale et même un préavis de grève en juin dernier.

C'est surtout un point marqué pour les partisans du tout sécuritaire de tous bords pour satisfaire un électorat réactionnaire.

Car aucune des villes qui l'a mis en place n'a vu les difficultés ni violences diminuer.

Le port d'armes de poing encore plus létales par les policiers municipaux ne fera qu'accroître les violences voire morts qu'engendre l'usage d'armes à feu. Elles se sont accrues ces dernières années à la faveur de la loi de 2017 du socialiste à l'époque Bernard Cazeneuve dite « *permis de tuer* » permettant à la police de tirer en cas de refus d'obtempérer.

Les violences que vivent les habitants des quartiers les plus populaires sont pour la majorité d'entre elles le produit des difficultés comportementales et sociales qu'engendre cette société gangrenée de plus en plus par la misère, la concurrence de tous contre tous, l'isolement, une violence sociale.

M.C.

Quai Deschamps : chassez ces SDF que l'on ne saurait voir

Jeudi 28 novembre, sur demande de la mairie de Bordeaux, un camp existant depuis trois ans dans une partie du parc aux Angéliques, quai Deschamps, a été évacué par la police suite à un arrêté du Tribunal administratif.

Il avait été installé à l'initiative de l'association Maraude du Cœur avec l'assentiment de la mairie, propriétaire du terrain et qui y avait fait installer un accès à l'eau potable et des toilettes sèches. Selon les responsables de cette association, le camp abritait entre 50 et 100 personnes, et était sans arrêt l'objet de nouvelles arrivées, travailleurs à la rue faute des moyens de payer un loyer mais aussi, bien évidemment, des « *personnes souffrant d'addictions* » -selon les formules officielles-, rendant la cohabitation difficile.

C'est ce qui a servi de prétexte à la mairie pour faire volte-face et déposer, en septembre dernier, une demande d'expulsion auprès du Tribunal administratif. Le camp aurait perdu sa vocation, du fait de l'afflux de « *personnes indésirables* », de bagarres dont l'une a conduit à la mort d'une personne en juillet dernier. Du coup, il serait devenu dangereux, « *exposant les personnes qui y vivent et les riverains à plusieurs risques* », « *crues et inondations* », « *conditions d'hygiène dégradées* », « *atteinte à la salubrité et la sécurité publiques* »...

Mais « *cette occupation fait également obstacle à l'utilisation normale des espaces verts destinés à la*

promenade et les équipements du parc des Angéliques secteur Deschamps, et l'augmentation du nombre d'occupants génère des nuisances de plus en plus insoutenables pour les habitants de ce quartier en plein essor... », reprend le Tribunal administratif raccord avec la mairie et la préfecture. Lesquelles se targuent d'avoir mis en place « *en amont* » un diagnostic social qui a permis de proposer à 27 personnes « *des orientations pérennes dans les dispositifs pré-existants* » ou encore, pour 15 d'entre elles, dans « *un dispositif expérimental d'hébergement collectif temporaire* » mis en place par le CCAS de Bordeaux.

On est loin du compte...

D.M.



Congrès du NPA-Révolutionnaires

Les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 2025, se tiendra le premier congrès du NPA-Révolutionnaires. Trois orientations (plateformes) sont proposées à la discussion et aux votes.

Nous en publions ici de courtes présentations et vous pouvez retrouver leur contenu intégral sur le site national : <https://npa-revolutionnaires.org/congres2025/>

Plateforme 1 : Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! Construire le NPA-R comme outil pour un pôle des révolutionnaires

En 2022, le NPA a connu une scission que nous avons combattue. Faute d'avoir pu l'empêcher, nous avons fait de cette exclusion-scission une occasion, en tournant la page avec l'orientation de l'ancien NPA dont la direction a renoncé à se délimiter de la gauche institutionnelle. En décidant de rallier le Nouveau Front populaire, Philippe Poutou et Olivier Besancenot ont tourné le dos à une politique révolutionnaire. L'heure est pourtant à affronter et dénoncer les voies de garage institutionnelles et nationalistes que le NFP ou les directions syndicales proposent.

Deux ans après, nous n'avons pas seulement continué le NPA, nous avons maintenu un courant politique révolutionnaire indépendant, avec une nouvelle organisation, le NPA-Révolutionnaires, dont l'existence militante témoigne que l'héritage politique du NPA n'est pas de céder aux sirènes du NFP... d'ailleurs bien mal en point ! Notre plateforme, adoptée par la majorité de la direction sortante, propose de poursuivre la construction d'une organisation tournée vers l'intervention dans la lutte des classes et le regroupement des courants révolutionnaires, en France et à l'échelle internationale.

Deux ans d'interventions dans la lutte de classe

Faire exister le NPA-Révolutionnaires n'a rien eu d'une bataille interne au sein de l'extrême gauche. Il s'est agi de militer et d'intervenir dans la lutte de classe, de prouver notre utilité aux jeunes et aux travailleurs qui veulent en finir avec le capitalisme, son exploitation et ses oppressions.

Quel meilleur baptême du feu que le mouvement massif de début 2023 contre la réforme des retraites ? Des manifestations de masse aux tentatives de regroupements de secteurs en lutte, nous avons tenté d'aider à la construction d'un rapport de force ne se contentant pas d'une pression sur les institutions.

C'est avec la même boussole que nous avons participé à la lutte de solidarité avec le peuple palestinien, pour qu'elle s'exprime par des manifestations, des regroupements sur des bases locales ou d'entreprises, sans implorer le respect du droit international et en totale indépendance avec ceux qui se présentent comme les dirigeants de la lutte de libération nationale.

De l'Ukraine au Moyen-Orient, de l'Europe aux États-Unis, la situation politique renforce notre détermination à construire un parti communiste révolutionnaire des travailleurs. C'est l'unique solution pour que les prolétariats de la planète défendent leurs intérêts de classe, en toute indépendance des puissances impérialistes, de leurs guerres et concurrences.

Urgence pôle des révolutionnaires !

Notre présence aux élections européennes et législatives a popularisé ces perspectives auprès de jeunes et de travailleurs attentifs aux idées des révolutionnaires. Loin d'être une fin en soi, cette présence électorale – comme la construction de notre organisation – est entièrement inscrite dans le projet de faire émerger un pôle des révolutionnaires. Face aux flux et aux reflux de l'activité du prolétariat, il nous appartient de refuser l'émiettement perpétuel des courants communistes révolutionnaires. Loin d'une unité de façade, l'exigence devrait s'imposer à toutes et tous, tant il est vrai qu'aucun courant ne peut s'auto-proclamer « la » direction révolutionnaire.

Les militants du NPA-Révolutionnaires ont du pain sur la planche. Nous sommes bien conscients des difficultés. Mais conscients aussi de nos responsabilités : œuvrer à construire le parti révolutionnaire et l'internationale nécessaire pour en finir avec le capitalisme.

Plateforme 2 : Le capitalisme financiarisé mondialisé, une nouvelle ère de crises, de guerres et de révolutions ! Pour un pôle démocratique des révolutionnaires

Notre plate-forme pour ce premier congrès du NPA-R ne vise pas à constituer une fraction rivale d'AetR et de L'Étincelle qui veulent faire de ce congrès celui de leur « fusion par la construction », leur fusion-centralisation. Elles entendent continuer ensemble la politique d'autoconstruction qu'elles ont toujours menée.

Nous souhaitons un congrès de refondation dès les mois qui ont suivi l'échec lamentable que représente la scission-exclusion-

explosion qui a donné naissance principalement à trois organisations, le NPA de Besancenot-Poutou, Révolution Permanente et le NPA-R. Nous aurions voulu que ce congrès soit enfin ce congrès de refondation qui rompe les ambiguïtés et confusions et s'adresse à l'ensemble des militants et des organisations du mouvement révolutionnaire.

Notre objectif est de porter un débat politique sur la nouvelle période à laquelle nous sommes confrontés et les priorités qu'elle

nous impose. Nous voulons contribuer à ce que les camarades, au-delà des votes et enjeux de direction, s'emparent de ce débat tant sur le fond, l'analyse marxiste du stade actuel de développement du capitalisme financiarisé mondialisé, les perspectives nouvelles qu'il ouvre, que sur les implications pour le mouvement, formuler une politique pour un pôle démocratique des révolutionnaires.

Nous avons déjà proposé d'engager cette discussion au sein de l'ancien NPA avant la scission, discussion que tous les courants et fractions avaient approuvée pour mieux ensuite... se dérober ! Même si nous nous félicitons qu'après des années d'existences séparées voire concurrentes, AetR et L'Étincelle puissent envisager de fusionner, malheureusement sans qu'il soit possible de comprendre les divergences qu'ils ont surmontées...ou pas, il nous semble évident que tout pas en avant réel passera, au sein du NPA-R comme dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire, par un processus démocratique combinant la recherche d'actions communes et un travail collectif d'élaboration pour définir ce qui rassemble au sein du même mouvement dans le respect de la libre expression des divergences.

L'élection de Trump-Musk à la présidence de la première puissance mondiale, la crise sociale et politique qui s'approfondit en France, la montée de l'extrême droite en Europe, l'escalade mili-

tariste provoquée par la guerre par procuration contre la Russie menée par les USA et l'Otan, la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien inscrite dans l'offensive des USA au Moyen-Orient en particulier contre l'Iran dont l'effondrement de la dictature sanglante de Bachar Al-Assad est un nouvel épisode, l'absurde et folle explosion des profits au prix d'inégalités sans cesse accrues et d'une destruction de la nature, l'exacerbation de la concurrence mondialisée et la guerre commerciale contre la Chine mais aussi les BRICS ouvrent une période de régression sociale et politique, de militarisation, de menace de mondialisation de la guerre, d'aggravation de la crise écologique. La décomposition du capitalisme engendre en retour des prises de conscience radicales, des soulèvements et des révoltes, une renaissance du mouvement ouvrier, des révolutions auxquels les travailleurs, les femmes et la jeunesse ont besoin de se préparer. Le capitalisme financiarisé mondialisé porte en lui la possibilité d'une société socialiste, communiste.

Faire face veut dire en priorité tourner la page du recul et des divisions sectaires du mouvement révolutionnaire pour engager une dynamique démocratique de rassemblement.

Elle sera l'œuvre des militant.es et des travailleur-ses, des jeunes elles et eux-mêmes.

Pour nous joindre et nous écrire : contacts@npa-dr.org

Plateforme 3 : Pour le dépassement critique de l'expérience du NPA, refonder le parti sur de nouvelles bases programmatiques et stratégiques

Le 1^{er} congrès du NPA-R se déroule dans un contexte international marqué par la crise économique, la guerre en Ukraine, le génocide en Palestine, le retour au pouvoir de Trump, l'affaiblissement de la démocratie bourgeoise, la montée de l'extrême droite et la crise écologique. Cette situation est caractérisée par une crise multiple mais aussi par la polarisation croissante et asymétrique dans la lutte des classes.

Nous sommes rentrés dans une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle internationale. Le XXI^e siècle constitue un nouvel ensemble de problèmes politiques nouveaux. La nouvelle étape est caractérisée par la tendance vers l'instabilité. La conjoncture est réactionnaire, mais la réversibilité de la lutte des classes pourrait ouvrir la voie à des situations révolutionnaires. Dans ce contexte, il est important de rouvrir le débat stratégique pour dépasser la crise d'alternatives, approfondir le bilan du XX^e siècle et repenser un projet de révolution socialiste pour la période à venir.

Sur le plan intérieur, la séquence ouverte depuis 2016 avec les mobilisations contre la loi travail, puis le mouvement des Gilets Jaunes et les mouvements de grèves pour les retraites a constitué une période de mobilisation constante d'affrontement avec le système capitaliste. La crise politique actuelle se traduit par l'affaiblissement du centre politique de la démocratie bourgeoise, la crise du régime de la V^e République, la trahison des directions syndicales, la réorganisation des forces réformistes, la droitisation de la politique de Macron et la montée de l'extrême droite. Nous sommes face à une instabilité grandissante, avec un gou-

vernement plus dur qui s'attaque aux travailleur.euses par des avancées autoritaires et antidémocratiques. Dans ce contexte d'offensive patronale, et d'une combativité croissante de notre classe sociale, l'affaiblissement des forces révolutionnaires et la rupture de notre propre parti en plusieurs morceaux est paradoxale. La scission du NPA constitue un recul contre lequel nous avons toustes lutté. Mais cette crise offre des possibilités si nous savons identifier les raisons de l'échec du projet fondateur du NPA, pour repenser un nouveau projet pour notre organisation.

Dans ce cadre, la discussion de ce congrès commence par la nécessité de comprendre les enjeux et les problèmes que nous avons devant nous. Il ne s'agit pas de réaliser un congrès de « deux tiers de bilan et un tiers d'orientation », un congrès pour fêter « la fusion inédite », un congrès de « restructuration organisationnelle interne » ou d'un congrès pour valider la « nouvelle direction » de façon administrative. Nous ne pouvons pas poursuivre une « continuité acritique » du NPA par des amendements superficiels au projet de parti large de 2009, sans en tirer aucune leçon.

L'enjeu de ce congrès n'est ni dans la rupture, ni dans la continuité, mais dans la nécessité de tirer un bilan démocratique et collectif, pour le dépassement critique de l'expérience du NPA, pour la refondation du NPA-R sur des bases programmatiques et sur des prémisses stratégiques en lien avec la nouvelle étape de la lutte des classes.

Pour nous écrire : npasocialismeoubarbarie@gmail.com

A voir

Il faut couper dès la racine

**Film-documentaire
de Dragoss Ouédraogo,
sortie en salle en mars 2025**

« *Il faut couper dès la racine* » explique avec douceur et force une des femmes qui témoignent des violences conjugales, de leur engrenage, de la peur, des douleurs dont les pires ne sont peut-être pas physiques, de l'immense solitude, des chantages et menaces et de la difficile reconstruction grâce aux solidarités rencontrées. Couper dès la racine, tellement évident... et si compliqué quand on est seule, prise dans un engrenage face à l'homme violent, aux chantages, à une société où tout est marchandise et propriété, qui ignore, méprise, dénigre la parole des femmes.

Ce film, qui sortira en mars 2025, était présenté en avant-première au Rocher de Palmer en présence de sept des dix femmes de la métropole et de ses environs, venues de milieux divers, que Dragoss Ouédraogo et son équipe nous donnent à entendre et à rencontrer. Des femmes fortes, des « *survivantes* » qui se sont relevées, non sans séquelles. Leur corps, leur vie et parfois leurs enfants ont été soumis au bon vouloir d'hommes qui, eux non plus, n'ont pas de « profil » spécifique.



Le film est un coup de poing, de révolte contre la société qui engendre de telles monstruosité, légitime cette possession de l'autre.

Debout face à la salle, premières bouleversées par le film, ces « *survivantes toutes aussi fortes les unes que les autres* » comme le dira l'une d'elles refusant le qualificatif d'« *héroïne* », ont témoigné de comment les pressions sociales, la situation économique, administrative -l'une d'elle était sans papiers-, les enfants, l'aveuglement de la société, y compris de l'entourage face aux tentatives d'alertes, peuvent sembler infranchissables. Et une

fois le pas si difficile franchi, à quel point le combat qui s'engage est ardu et long face à la lenteur et aux préjugés de la justice, à la violence d'une société rétrograde, patriarcale et machiste.

Un film à voir, réalisé un an avant le procès des violeurs de Gisèle Pélicot.

Isabelle Ufferte

**Sur notre site <https://www.npa-r-33.org>
retrouvez nos dernières vidéos,
les expositions de notre fête d'octobre,
les archives de notre revue mensuelle.
Abonnez-vous à notre lettre d'information**

**Lisez *REVOLUTIONNAIRES*
le journal du NPA Révolutionnaires**

